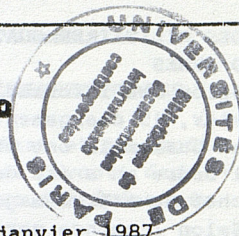


# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

## Informations du Guatemala



5<sup>e</sup> année / N°203

du 9 au 15 janvier 1987

### POLITIQUE

Des militaires guatémaltèques compromis dans la vente illégale d'armes  
Le Guatemala et le Groupe de Contadora  
Cerezo de retour de Washington  
Des changements dans le haut commandement de l'armée  
Les travailleurs ont appelé à boycotter les mesures gouvernementales  
Les migrations, un problème grave en 1987  
Un professeur assassiné

### ECONOMIE

L'électricité augmente  
Libération des prix des denrées de base

### INSURRECTION

Prémier combat dans l'Ouest et le Centre du pays

### MOUVEMENT POPULAIRE

La baisse du niveau de vie est préoccupante  
La déficience alimentaire des enfants  
Licenciements en masse dans le secteur des Transports

### DROITS DE L'HOMME

Perquisitions illégales et assassinats  
4 personnes torturées et assassinées  
Des jeunes enlevés et assassinés  
Des séquestrés retrouvés morts  
Le gouvernement protège l'ex-chef de la police

### MISE AU POINT POLITIQUE

Un an de gouvernement démocrate-chrétien



4° P. 12315

POLITIQUE

DES MILITAIRES GUATEMALTEQUES COMPROMIS DANS LA VENTE ILLEGALE D'ARMES

Selon des informations diffusées par la presse européenne le 11 janvier, 15 chargements d'armes israéliennes officiellement destinées au Guatemala ont été envoyés à la contre-révolution nicaraguayenne ; l'ordre en a été donné par le général Augusto Caceres Rojas, sous-chef de l'état major central de l'armée guatémaltèque.

Selon l'agence nord-américaine UPI, les militaires guatémaltèques sont divisés quant à la politique du gouvernement conduit par le président Vinicio Cerezo en Amérique centrale ; en effet, le chef de l'institution armée, le général Hector Gramajo, supérieur hiérarchique immédiat de Caceres, est considéré comme l'un des principaux sympathisants des "contras".

De son côté, Cerezo a fait savoir qu'il rencontrerait les militaires au sujet des versions de la presse européenne ; si la participation de l'armée dans cette affaire était confirmée, une enquête serait ouverte.

LE GUATEMALA ET LE GROUPE DE CONTADORA

Le 9 janvier, le journal "The New York Times" a révélé que les gouvernements du Guatemala et du Costa Rica avaient ouvertement confirmé leur participation et leur appui à une initiative nord-américaine visant à compliquer les démarches du groupe de Contadora en Amérique centrale.

Deux jours après, le vice-ministre des Relations Extérieures, Francisco Villagran de Leon, démentait l'information et assurait que le Guatemala ne participerait pas à une réunion des ministres des Relations Extérieures centraméricains, prévue pour le 16 janvier à San Salvador, dont le Nicaragua a été exclu.

CEREZO DE RETOUR DE WASHINGTON

Le président Vinicio Cerezo est revenu le 11 janvier d'une visite privée effectuée dans les villes de Miami et de Washington (EU). Cerezo était absent du pays depuis le 4 janvier.

DES CHANGEMENTS DANS LE HAUT COMMANDEMENT DE L'ARMEE

Le 31 janvier, le général Jaime Hernandez, actuel ministre de la Défense a annoncé les nominations du général Hector Gramajo, chef de l'état major de l'armée, au poste de ministre de la Défense et de Leonidas Letona, commandant de la base de la capitale "Mariscal Zavala", au poste de chef de l'état major.

Hernandez, bien que retraité, n'a pas écarté l'éventualité d'un poste diplomatique à l'étranger ; il a assuré que les généraux Gramajo et

Letona ont la confiance du président Cerezo et de l'armée.

#### LES TRAVAILLEURS APPELES A BOYCOTTER LES MESURES GOUVERNEMENTALES

Le 10 janvier, la Fédération des Travailleurs de l'Etat et le syndicat du ministère des Finances Publiques ont appelé au boycott des hausses des prix de l'énergie et des produits de base décrétées par le gouvernement.

Le but est d'obtenir une concertation avec le gouvernement, "mais avec les travailleurs et les sans-emplois pauvres" ; les travailleurs exigent également "une attitude conséquente vis-à-vis du peuple".

#### LES MIGRATIONS, UN PROBLEME GRAVE EN 1987

Le 11 janvier, l'archevêque Prospero Penados a déclaré que les migrations de paysans vers la capitale du pays, dont l'origine se trouve dans la pauvreté, l'absence de recours à la campagne, la violence et le manque de perspectives pour les jeunes, constituent l'un des phénomènes sociaux auquel le gouvernement devra faire face en 1987.

Le prélat a rappelé les propositions faites en mai 1986 au gouvernement, avancées dans le Plan Pastoral de l'archevêché du Guatemala où les évêques guatémaltèques dénoncent: "la manipulation économique internationale du régime ne sert à rien d'autre qu'à fomenter la consommation et le désir de luxe, qui ne bénéficient qu'à de petites minorités nationales en activité".

#### UN PROFESSEUR ASSASSINE

Le 11 janvier, les habitants de la ville de Escuintla (sud du pays) ont dénoncé l'assassinat par balles de Marco Antonio Garcia, 24 ans, professeur d'éducation physique.

Le secrétaire général du Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement au Guatemala (STEG), Eliseo Cano Acosta, a remarqué que l'assassinat du professeur Garcia intervient dans le cadre de la répression gouvernementale contre la classe laborieuse. Les enseignants réclament des augmentations de salaires et ont fait savoir qu'ils prendraient les mesures adéquates pour y contraindre le gouvernement.

### ECONOMIE

#### L'ELECTRICITE AUGMENTE

Le 8 janvier, Roberto Balsells, responsable de l'Institut National d'Electrification (INDE) a annoncé l'augmentation de 70% des prix de l'énergie électrique, autorisée par le gouvernement démocrate-chrétien. Des dirigeants de la Fédération Nationale des Travailleurs Municipaux ont fait connaître leur désaccord ; selon eux, cette mesure vise à

faire supporter au peuple les divers actes de corruption issus du projet hydroélectrique de Chixoy. De son côté, le président de la Chambre de Commerce du Guatemala, Jonas Vasquez, a estimé que la mesure manifeste "l'incongruité politique du gouvernement actuel".

#### LIBERATION DES PRIX DES DENREES DE BASE

Le 8 janvier, une information officielle a annoncé la libération des prix de la viande et du lait.

#### INSURRECTION

##### PREMIER COMBAT DANS L'OUEST ET DANS LE CENTRE DU PAYS

Le 12 janvier, un rapport de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) informait que les combats soutenus depuis le début de l'année contre l'armée gouvernementale ont entraîné au moins 23 pertes dans le Centre et dans l'Ouest pour l'armée.

Les forces de l'ORPA ont attaqué le 4 janvier le détachement militaire situé dans le domaine de Santa Margarita, municipalité Acatenango, département du Chimaltenango, considéré comme un "centre de répression de tortures" ; l'ORPA a infligé au moins 20 pertes au gouvernement.

Le 6 janvier, une autre unité insurgée a affronté les forces gouvernementales, leur causant 3 pertes, dans la même région ; deux avions et un hélicoptère de la Force Aérienne Guatémaltèque sont ensuite intervenus et ont bombardé la zone de manière indiscriminée.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### LA BAISSSE DU NIVEAU DE VIE EST PREOCCUPANTE

Federico Lipares, président de la Banque du Guatemala a déclaré le 8 janvier que la détérioration du niveau de vie des Guatémaltèques a atteint des indices préoccupants en 1986 ; elle s'explique par la diminution de la production de biens et de services.

##### LA DEFICIENCE ALIMENTAIRE DES ENFANTS

Le 7 janvier, Eulalio Dardon Castillo, directeur adjoint du Comité de Reconstruction Nationale (CRN), a mentionné l'extrême déficience alimentaire constatée chez les enfants de 0 à 5 ans, résidant dans 5 départements du Centre et de l'Est du pays.

Les chiffres du CRN, organisme contrôlé par les militaires, signalent que dans le département El Progreso, la déficience est de 153,3 0/00 ; à Baja Verapaz, 208,0 0/00 ; à Zacapa, 157,9 0/00 ; à Chiquimula, 46,4 0/00 ; à Jalapa, 21,7 0/00 et à Jutiapa, 67,9 0/00.

Note : L'INCAP, Institut de Nutrition d'Amérique centrale et Panama, dont le sérieux est internationalement reconnu, communique des résultats différents de ceux des militaires guatémaltèques quant à la dénutrition infantile ; selon l'INCAP, un enfant guatémaltèque sur 5 (800,0 0/00) est atteint de dénutrition.

#### LICENCIEMENTS EN MASSE DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Le 6 janvier, Eduardo Goyzueta a fait savoir que 4 000 employés de la direction générale des routes, du ministère des Transports et des Travaux Publics, ne verraient pas leur contrat renouvelé.

Selon Demetrio Moliviatis, secrétaire de l'organisation de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque, le gouvernement créera 30 000 nouveaux emplois dans ce secteur en 1987.

#### DROITS DE L'HOMME

##### PERQUISITIONS ILLEGALES ET ASSASSINATS

César Martinez, 80 ans, Felipa Mengandal, 70 ans, son épouse, Angela, 40 ans et Ignacio, 19 ans, sont morts carbonisés ; les forces de sécurité du gouvernement ont pénétré de force chez eux, les ont attachés aux meubles et ont mis le feu à l'appartement de Santa Maria Ixhuatan, dans le département de Santa Rosa.

Margarita Teresa Pineda a été assassinée par des éléments des forces de sécurité ayant pénétré de force chez elle, à Moyuta, département de Jutiapa.

##### 4 PERSONNES TORTUREES ET ASSASSINEES

Un Mexicain de 24 ans, Enrique Oviedo Heredia, Juan Ramos Meza, 27 ans et deux personnes non identifiées ont été torturés et assassinés au cours d'actions violentes survenues dans les départements de Solola et Santa Rosa, ainsi que dans la capitale.

Jorge Manuel Galicia a été gravement blessé à la suite d'une agression armée subie dans le centre de la capitale.

##### DES JEUNES ENLEVES ET ASSASSINES

Le 7 janvier on a retrouvé le corps torturé de la collégienne de 14 ans, Leonarda Camacho Colop dans la municipalité de Cantel, département du Quezaltenango ; elle avait été enlevée par des agents gouvernementaux vêtus en civil.

On a également retrouvé le corps de Marco Antonio Garcia Shaw, sur le domaine agricole de La Industria, dans le département de Escuintla.

#### DES SEQUESTRES RETROUVES MORTS

On a retrouvé les corps torturés de Mario René Canahui Serrano, 21 ans, et de Edwin Serrano Pérez, 14 ans, qui avaient été portés disparus le 2 janvier dernier dans la localité de villa Nueva, département de Guatemala. Ils ont été localisés le 6 janvier dans la ville de Antigua Guatemala, département de Sacatepéquez.

Anabella Pérez, 17 ans, a été enlevée à Nuevo Progreso, San Marcos, par des individus conduisant des véhicules officiels.

#### LE GOUVERNEMENT PROTEGE L'EX CHEF DE LA POLICE

Le Groupe d'Appui Mutuel (GAM) a exigé le 10 janvier que le gouvernement assigne à résidence l'ex-chef du Corps des détectives (police politique, dissoute) sous la présidence du général Romeo Lucas (1978-1982), Manuel Valiente Téllez, en raison de sa responsabilité dans plusieurs assassinats et enlèvements.

La Direction des Migrations du ministère de l'Intérieur a fait savoir que Valiente Téllez avait quitté le pays pour les Etats-Unis le 11 janvier, en dépit de la requête du GAM.

## MISE AU POINT POLITIQUE

### UN AN DE GOUVERNEMENT DEMOCRATE CHRETIEN

A la mi-janvier, le journal portugais, "El Expresso", citant des sources du ministère de la Défense de ce pays, a signalé qu'au moins 15 chargements d'armes israéliennes destinés aux contrerévolutionnaires nicaraguayens avaient transité par le Guatemala.

Cette information a été démentie par le président Vinicio Cerezo, ce qui renforce les versions sur les divergences au sein de l'armée guatémaltèque au sujet de la diplomatie gouvernementale.

Ces révélations s'ajoutent à d'autres faits, qui, selon les secteurs politiques locaux, compromettent la position du Guatemala dans la région.

Il est vraisemblable que la diplomatie démocrate-chrétienne ne modifiera pas substantiellement les bases de la "neutralité active", néanmoins, le danger d'actions clandestines d'appui à la "contra" parallèlement à l'affirmation publique de non alignement, subsiste. Les rencontres entre les hauts fonctionnaires guatémaltèques et les chefs de la "contra" ainsi que les accusations d'utilisation du territoire guatémaltèque comme base d'entraînement aux opposants au régime du Nicaragua, pourraient mettre en doute la nature de la politique de "neutralité active".

De diverses sources, les acquis les plus importants de cette année de gestion démocrate-chrétienne s'enregistrent dans le secteur de la diplomatie, secteur loin d'être exempt de contradictions.

Du point de vue de la situation interne, la violence politique n'a pas pu être dissimulée, et continue à porter préjudice aux espoirs de démocratie fondés par de nombreux secteurs au moment de l'accession au gouvernement de la démocratie-chrétienne.

Il est difficile de convaincre la communauté internationale de ce que le Guatemala a laissé derrière lui les années obscures de régime militaire, alors que Cerezo laisse intact l'appareil militaire et que des responsables notoires d'atteintes aux droits de l'homme sont en poste ou collaborent avec l'administration publique.

La XLII Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies se tiendra à la fin de cette année ; elle examinera à nouveau le cas du Guatemala, malgré les efforts de la chancellerie guatémaltèque pour éviter que le pays ne figure à l'ordre du jour.

La Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, qui se réunira à Genève au mois de Mars examinera à nouveau le cas du Guatemala.

Selon Stanley D. Brunn, chercheur à l'Université du Kentucky (USA), sur 21 votes de l'ONU relatifs aux violations des droits de l'homme en Amérique latine, la majorité se réfère au Guatemala et au Chili.

Au cours de l'année 1986, plus de 50 organisations internationales ont condamné le non respect de la vie et des droits civils au Guatemala, notamment la Commission Interaméricaine des Droits de

1'Homme, dont le rapport présenté en novembre dernier devant son Assemblée générale certifie que "Cerezo n'a pas mis de frein aux abus commis contre la population civile, et qui ont caractérisé les 15 dernières années de régime militaire ."

Selon ce rapport, "le problème majeur du Guatemala en matière de droits de l'homme réside toujours dans la disparition de personnes enlevées et illégalement détenues ; la responsabilité de ces actes est presque toujours attribuée aux forces de sécurité du gouvernement". La CIDH, qui suit le cas guatémaltèque depuis 1978, ajoute que "cette situation mérite la plus grande attention du gouvernement, car elle suscite un climat d'angoisse, d'insécurité et d'alarme dans la population ; les responsables devraient tous être jugés et châtiés"... "L'inefficacité du recours en Habeas Corpus est à nouveau mise en évidence par l'administration actuelle".

En dépit des déclarations de quelques démocrates-chrétiens, de l'avis général, le Guatemala, à l'instar du Salvador, s'oriente chaque jour davantage vers la modernisation de son programme de "sécurité nationale", au lieu de progresser vers la démocratie. La société guatémaltèque s'étonne néanmoins que l'on prétende atteindre la paix civile par une plus grande technicité des corps de police et de l'armée.

Selon la presse guatémaltèque, la concertation entre les démocrates-chrétiens, les forces armées et les grands propriétaires terriens pour préserver le statu quo a marginalisé des secteurs qui auraient pu contribuer à crédibiliser l'éventualité d'une démocratisation. L'insatisfaction des nécessités sociales immédiates entraîne la détérioration de la volonté populaire qui s'était exprimée dans les urnes en faveur de la démocratie-chrétienne.

De plus, les Guatémaltèques imaginent difficilement que l'on atteigne le respect des droits de l'homme sans opérer auparavant des réformes au sein de l'armée. (ENFOPRENSA)